

Moniteur du Commerce International depuis 1883

# Emirats Arabes Unis

**Guide business****2015****Dossier****Congo**

Un pays de gros chantiers

# SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ENGAGÉE AUPRÈS DES ENTREPRENEURS



SABAROT WASSNER SA

PRODUCTEUR DE LÉGUMES SECS,  
CÉRÉALES, CHAMPIGNONS ET ESCARGOTS

CHASPUZAC (43)

85 SALARIÉS

CLIENT DEPUIS 1886

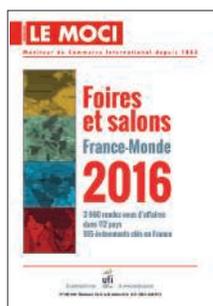
CRÉDIT DOCUMENTAIRE – COUVERTURE DE CHANGE – CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

PARCE QUE CHAQUE ENTREPRISE EST UNIQUE,  
NOUS MOBILISONS NOS EXPERTISES  
POUR CONSTRUIRE DES SOLUTIONS SUR MESURE.

[SOCIETEGENERALE.COM/EXPERTISES-ENTREPRENEURS](https://www.societegenerale.com/expertises-entrepreneurs)

 **SOCIÉTÉ  
GÉNÉRALE**

DEVELOPPONS ENSEMBLE  
L'ESPRIT D'ÉQUIPE



## Foires et salons France-Monde 2016

La sélection 2016 que nous vous proposons, qu'elle concerne la France ou le Monde est cette année encore très riche : 3960 foires et salons professionnels dans 112 pays, 185 en France, soit près de 4 200 événements professionnels.

Tous ces événements figurent dans nos listes pour le caractère international de leurs exposants et de leur visitorat.

Comme chaque année, nous fournissons des informations précieuses pour faire gagner du temps à

nos lecteurs : pavillons collectifs français (202 mentionnés pour 2016), index des événements pour faciliter la recherche.

Et nous proposons trois calendriers distincts, réalisés avec le concours de nos partenaires, Eventseye et l'UFI, pour faciliter la lecture :

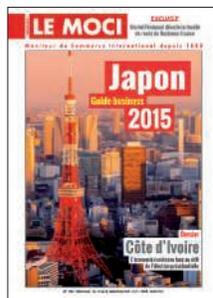
- celui des foires et salons à vocation internationale en France, qui comporte 185 rendez-vous, dont certains bénéficient du label de qualité Ufi ;
- celui des foires et salons dans le monde, qui répertorie 3960 événements, a été réalisé avec le concours de notre partenaire Eventseye, et comporte deux labels de qualité : celui de l'Ufi (Global Association of Exhibition Industry), et celui d'un drapeau tricolore, qui confirme la présence d'un pavillon collectif France subventionné sur la manifestation ;
- celui des pavillons France subventionnés par les pouvoirs publics, État et Régions, fournit, par pays, les salons qui en accueilleront et le contact de l'opérateur du pavillon.



## Dossier Belgique 2015

**La Belgique, marché test pour les PME et TPE**

Pour une société qui veut lancer un produit ou réaliser sa première expérience à l'international, la Belgique est un terrain privilégié. Le Royaume est proche géographiquement et culturellement de la France. En outre, l'entreprise française peut renforcer sa connaissance de l'export en abordant la Flandre, région linguistiquement différente.



## Guide business Japon 2015

Déficit de communication et mauvaise image, le Japon peine à attirer les investisseurs étrangers, malgré la taille de son économie, la troisième au monde. Pourtant, l'archipel recèle de nombreuses opportunités dans quasiment tous les domaines, de la consommation aux infrastructures, en passant par la santé et l'environnement. Également dans ce numéro, un dossier « Côte d'Ivoire, l'économie ivoirienne face au défi de l'élection présidentielle ».

Lettre du 15/10/2015

### Viande bovine/Diplomatie économique : les (bons) comptes à l'international du plan de soutien à l'élevage

Bonne nouvelle pour la filière bovine française et la diplomatie économique, l'Arabie saoudite vient d'annoncer sa décision de lever son embargo sur le bœuf français, le cinquième pays à le faire depuis le 29 juillet, date d'une réunion au Quai d'Orsay entre Matthias Fekl et les ambassadeurs à Paris d'une dizaine de pays étrangers ciblés par la France pour faire accélérer le processus de levée de l'embargo sur la viande bovine après la crise de l'élevage de cet été...

La suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Lettre du 15/10/2015

### UE/Chine : vers une accélération des négociations pour un accord d'investissement

Le 9<sup>e</sup> round de négociations pour un accord d'investissement UE/Chine aura lieu d'ici fin 2015, « probablement au courant du mois de novembre ». C'est ce qu'ont indiqué la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström et son homologue chinois Gao Hucheng, qui co-présidaient, le 7 octobre dernier à Bruxelles, une nouvelle rencontre dans le cadre du comité conjoint UE/Chine...

La suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Lettre du 08/10/2015

### Matthias Fekl : « tous ceux qui se mettent en travers des efforts de simplification et pour jouer collectif n'ont pas le sens des responsabilités »

Matthias Fekl était à Nantes, le 1<sup>er</sup> octobre, pour l'International Connecting Day (ICD), le gros événement annuel de l'export dans la Région Pays de la Loire (Lire ICI). Le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, à la promotion du tourisme et aux Français de l'étranger y a présidé son deuxième forum des PME à l'international en région, à l'invitation de Jean-François Gendron, le président de la CCI de Nantes Saint-Nazaire et du réseau national CCI International. Il y a aussi parrainé la signature par ce dernier, également vice-président de la CCIR, et Estelle Grellier, présidente de Business France, d'une convention visant à simplifier le parcours de l'export des PME de cette région... La suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**POUR  
CONTACTER  
LA RÉDACTION  
01 53 80 74 06**

**POUR VOUS ABONNER  
01 49 70 12 20  
abonnement@lemoci.com  
Toutes nos offres p. 61**

**POUR JOINDRE  
LE SERVICE  
PUBLICITÉ  
+33 (0)1 49 70 12 07**

## PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • UE/Etat-Unis : la signature du Partenariat transpacifique...  
 • Alger assouplit le régime des IDE  
 • Vigie TAC ECONOMICS  
 • Arabie saoudite : Manuel Valls récolte les fruits de la diplomatie économique  
 • Agroalimentaire « France viande export »
- DOSSIER SPÉCIAL CDU**
- Entretien avec Hélène Crocquevieille, directrice générale de la dgddi
  - Les 40 mesures du plan « Dédouanez en France »
  - Des enjeux pour la plateforme logistique France
  - Tableau de bord du commerce international
  - The good idea

## PAYS & MARCHÉS

### Agenda

- 56** Salons, missions et rencontres
- Appels d'offres & projets**
- 60** Appels d'offres, projets industriels

### DOSSIER PAYS : CONGO

- 62** Le Congo : un pays de gros chantiers
- Relations bilatérales : le match France-Chine est engagé
  - Secteurs porteurs : agriculture, tourisme et loisirs...
  - Pratique

## JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 70** **Fiche douane pratique n° 101**  
 Projet delt@ « x » Export et delt@ « g » et les principes généraux des échanges edi en xml
- 72** **Réglementations**

## 24 GUIDE BUSINESS ÉMIRATS ARABES UNIS

### 30 Entreprises

- Ces PME qui réussissent sur un marché sophistiqué
- Aubrilam
  - Daxium
  - Digint
  - Manou Magnin

### 36 Relations bilatérales

La France peine à s'imposer

### 38 Trois questions à

Mikail Houari, président de la section Emirats Arabes Unis des CCEF

### 40 Secteurs Porteurs

- Alimentation
- Environnement et efficacité énergétique
- Médecine
- Sécurité
- Ville durable

### 46 Réglementation

Ce qu'il faut savoir pour s'implanter et exporter

### 52 Pratique

## LE MOCI

### ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France  
 Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00  
 www.lemoci.com  
 Directeur de la publication  
 Vincent Lalau

### RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)  
 Grand reporter : François Pargny (23)  
 Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre, Eva Izabella Levesque, Laudes Martial Mbon, Bernard Parent  
 Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)  
 Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

### PUBLICITÉ

Directeur Commercial : Philippe Chebanne (10)  
 Directeur de Clientèle Internationale : Christophe Bonami (01)  
 Directrice de Clientèle et publicité

### France : Karine Rosset

+33 (0)4 91 28 60 26  
 Assistante commerciale et responsable technique : Cindy Colle (14)  
 Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

### MOCI EVENEMENTS

Chef de service sponsoring et événements : Saskia Paulmier +33 (0) 1 49 70 12 73

### GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe : Delphine Chêne  
 Directrice de la diffusion et du Web : Michèle Marcaillou  
 Directrice du marketing : Victoria Irizar  
 Directeur de la fabrication : Robin Loison  
 Webmaster : Pierre Lalau  
 Comptabilité, gestion : Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin  
 Conception graphique : amarena  
 Impression

### Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres  
 ZI Les Franchises - 52200 Langres  
 Commission paritaire.  
 Publication n° 0916 T 81051  
 ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution  
 L'adresse électronique des collaborateurs permanents est : prenom.nom@lemoci.com  
 Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction Magazine bimensuel.  
 Photo de couverture : ivanmateev - Fotolia.com

Abonnement 1 an (24 numéros + Lettre confidentielle + accès web limité) 285,88 euros TTC.  
 La Vie du Rail ou Le Moci  
 Service abonnements  
 11 rue de Milan  
 75440 Paris cedex 09  
 Tél. : 01 49 70 12 20  
 Tarif étranger : nous consulter

# Planète

## Singapour, première destination mondiale pour les expatriés

## Le planisphère des desti



Singapour arrive en tête du classement des destinations mondiales les plus plébiscitées par les expatriés à travers le monde aussi bien pour les nombreux avantages que le pays offre en termes de qualité de vie que sa situation économique favorable au développement de carrière. C'est ce que révèle la 8<sup>e</sup> édition de l'étude mondiale sur les expatriés, intitulée *Expat Explorer* publiée le 23 septembre, par le groupe HSBC.

Menée entre mars et mai 2015 auprès de 21 950 expatriés de 198 pays via un questionnaire en ligne, l'étude couvre trois aspects de la vie des expatriés : la vie professionnelle et les finances ; la qualité de vie et l'immersion culturelle ; la vie de famille et l'éducation des enfants.

La Nouvelle-Zélande, prisée des expatriés pour la qualité de vie et les perspectives offertes sur le plan professionnel, arrive à la deuxième position. Près de 8 expatriés sur 10 (77 %) estiment que la Nouvelle-Zélande offre une qualité de vie supérieure à celle de leur pays d'origine.

La Suède, prisée pour la vie de famille, occupe la troisième marche du podium. Les expatriés mettent en avant son système d'éducation, les politiques gouvernementales en faveur des familles et le cadre de vie.

Dans le Top 5 du classement figurent Bahreïn (4<sup>e</sup>) et l'Allemagne (5<sup>e</sup>). Offrant une transition en douceur et une ambiance d'accueil chaleureuse, Bahreïn est une destination populaire pour les expatriés. De plus, 68 % des expatriés jouissent d'un revenu disponible plus élevé. En Allemagne, quatre expatriés sur cinq (82 %) sont confiants quant à l'économie locale et mettent en avant un secteur financier et une production industrielle solides.

Viennent ensuite dans le Top 10, le Canada (6<sup>e</sup>) réputé pour offrir une meilleure qualité de vie et pour sa facilité à s'intégrer à la population et la culture locales. L'Australie (7<sup>e</sup>) est plébiscitée aussi bien pour son mode de vie, considéré parmi les meilleurs au monde par les expatriés, que pour démarrer une entreprise. Plus de la moitié (55 %) des expatriés qui vivent à Taïwan (8<sup>e</sup>) sont attirés par le style de vie et la culture. Quant aux Émirats arabes unis, classés à la 9<sup>e</sup> place, ils offrent de nombreuses opportunités sur le plan économique (des salaires élevés, une économie dynamique). Enfin, 53 % des expatriés désignent la Suisse (10<sup>e</sup>) comme une bonne destination pour faire évoluer leur carrière. La France se situe à la 29<sup>e</sup> position, devant la Belgique et derrière les Philippines. *Venice Affre*

## nations du monde favorites des expatriés



Source : HSBC - Expat Explorer Balancing life abroad, Global Report

## UE/Etat-Unis La signature du Partenariat transpacifique met la pression sur les Européens

La conclusion des négociations de libre-échange pour le Partenariat Transpacifique (TPP /Trans-Pacific Partnership), à Atlanta le 5 octobre dernier, a suscité de nombreuses réactions à Bruxelles. Lancées en 2008, ces négociations impliquent en effet douze pays - dont les États-Unis, le Japon ou le Canada - représentant ensemble 40 % de l'économie mondiale\*. « C'est une bonne nouvelle pour le commerce mondial mais aussi pour les pourparlers en cours entre l'UE et les États-Unis, s'est félicitée Cecilia Malmström, la Commissaire en charge du Commerce. « Les deux blocs vont maintenant pouvoir concentrer leurs efforts sur les négociations pour le TTIP ». De fait, la signature du TPP met la pression sur les Européens. Considéré comme la priorité commerciale numéro un des États-Unis, le TPP était en effet vu, à Bruxelles, comme un obstacle sur la route vers un accord de libre-échange dans le cadre du Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (PTCI/TTIP pour Transatlantic Trade and Investment Partnership). Désormais levé, il renforce néanmoins le sentiment d'urgence pour conclure un accord similaire entre Européens et Américains. Selon une étude publiée par le Centre international de politique économique, le coût du TPP, pour les Européens, serait équivalent aux gains estimés du TTIP. En d'autres termes, « la conclusion du TTIP est nécessaire pour maintenir la statu-

quo », précise l'auteur du texte. « C'est la part de l'Europe dans le commerce mondial qui est désormais en jeu », a averti, de son côté, Guy Verhofstadt, le président du groupe des Libéraux et démocrates (ALDE) au Parlement européen, exhortant la Commission à maintenir la pression sur Washington pour accélérer les pourparlers. Une impatience largement partagée par la communauté patronale de l'Union européenne. « Nous espérons que la conclusion du TPP donnera un nouvel élan aux négociations commerciales avec les États-Unis et le Japon », a commenté Markus J. Beyrer, le directeur de BusinessEurope dans un communiqué. Pour le patron des patrons européens, Cecilia Malmström devra aussi, en parallèle, accélérer les discussions avec les pays asiatiques, afin de faire bénéficier les entreprises européennes des « opportunités de marchés dans les pays développés et en développement de cette région où le taux de croissance est l'un des plus rapides du monde », a-t-il ajouté.

Le prochain round de pourparlers, le 11<sup>e</sup> depuis le lancement des négociations transatlantiques en 2013, est prévu à la mi-octobre en Floride. Les deux blocs devraient notamment procéder à des échanges d'offre « sur une série de produits sensibles », selon un négociateur européen qui n'a pas souhaité donner plus de détails. Interrogé sur les échanges d'offres pour l'accès aux marchés publics -

priorité de l'UE - il s'est montré moins optimiste. « Pas avant février prochain », a pronostiqué ce responsable.

Pendant ce temps, l'impatience gronde dans les milieux d'affaires européens mais aussi dans certaines capitales comme Paris, Berlin ou Londres. Matthias Fekl, le secrétaire d'État au Commerce extérieur, avait brandi fin septembre la menace d'un « arrêt pur et simple des négociations » si les négociations n'évoluaient pas plus vite. Car le timing est très serré pour conclure un accord d'ici à la fin du mandat du président américain Barack Obama. S'il est peu probable que la nouvelle équipe au pouvoir, qui prendra ses fonctions en janvier 2017, mette fin aux pourparlers avec les Européens, la mise en place de la nouvelle administration prendra du temps et entraînera des retards considérables dans le processus. L'année 2017 sera aussi une année charnière en Europe avec une élection présidentielle en France, des législatives en Allemagne et un référendum au Royaume-Uni sur son maintien ou non au sein de l'UE. La partie est donc loin d'être gagnée pour les promoteurs du TTIP. Et il est très probable, vu l'agenda, que les échéances soient à nouveau repoussées.

*Kattalin Landaburu, à Bruxelles  
avec Le Moci à Paris*

\* Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon (depuis 2013), Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam

### TPP : un vaste accord de libre-échange

Après avoir longtemps achoppé sur les questions de durée de protection des brevets sur les médicaments biotechnologiques et de libéralisation des échanges de produits laitiers, les négociations pour le vaste accord de libre-échange du Partenariat transpacifique (en anglais TPP/Trans-Pacific Partnership), dont une ultime session se déroulait à Atlanta, capitale de l'État de Géorgie aux États-Unis, ont accouché le 5 octobre, d'un accord de principe qui devra être ratifié par chaque pays avant d'entrer en vigueur. Il couvre un large éventail de domaines : baisse des droits de douane massive, protection de la propriété intellectuelle, normalisation des droits des travailleurs et du respect de l'environnement, libéralisation d'Internet, règlement des différents investisseurs/États, etc. Les États-Unis

voulaient en faire un accord exemplaire, un « high standard, 21<sup>st</sup> century agreement », qui pourrait servir de modèle pour d'autres négociations et peut-être relancer le vieux projet de zone de libre-échange dans la zone Pacifique. Mais il est aussi le premier accord de libre-échange de cette ampleur, si l'on excepte celui qui fonde l'Union européenne à 28, plus approfondi avec l'Union douanière. Il engage en effet douze pays aux structures et au poids économiques très différents, mais qui pèsent environ 40 % du commerce mondial : Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam. Le Japon n'avait rejoint officiellement qu'en juillet 2013 ces négociations, en augmentant considérablement l'intérêt et les enjeux.

# Alger assouplit le régime des IDE

Pour beaucoup d'investisseurs étrangers, c'est un petit pas dans la bonne direction en ces temps de chute des recettes pétrolières et gazières. Le 6 octobre, le Conseil des ministres, présidé par le président Abdelaziz Bouteflika, a annoncé deux mesures visant à relancer l'investissement direct étranger (IDE) en Algérie, très faible depuis 2009, date de l'instauration de la règle 51/49 (51 % de part algérienne obligatoire dans tout nouvel investissement ou projet international) : d'une part, les sociétés ne devront présenter des bilans excédentaires en devises et, d'autre part, pour celles installées avant 2009 et souhaitant changer de registre de commerce, elles ne seront plus obligées de s'associer à un partenaire local.

« La première disposition va nous soulager, nous déclarait un entrepreneur français au lendemain de l'annonce de ces mesures. Nous sommes encore obligés aujourd'hui d'être en alerte permanente pour avoir des bilans excédentaires en devises, ce qui est fatigant. Faute d'être assuré de pouvoir respecter cette mesure, ça nous rend aussi frileux en matière d'investissement ». Quant à la seconde disposition, c'est aussi un soulagement pour les entreprises établies avant 2009, qui voulaient introduire des modifications dans leur conseil d'administration ou leur activité. Elles pourront conserver le contrôle de leurs affaires.

Si le pouvoir ne souhaite pas supprimer la règle du 51/49, il serait néanmoins conscient de la nécessité de relancer les IDE.

Reste que les autorités algériennes sont convaincues que si les IDE sont faibles, c'est parce que l'Union européenne (UE) n'a pas joué le jeu, dans le cadre de l'accord d'association mis en œuvre en 2005. Le président Bouteflika se serait ainsi plaint, le 6 octobre, que le doublement des importations d'origine européenne n'ait pas été accompagné par la hausse attendue dans les investissements européens dans son pays. Il aurait également précisé que la chute de près de la moitié des recettes extérieures du pays, provoquée par l'effondrement des cours du pétrole, rend indispensable la réévaluation du volet économique et commercial de l'accord d'association avec l'UE.

Pour l'heure, la commissaire des Affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini, qui s'est rendue à Alger en septembre, fait le dos rond car l'UE a de plus en plus besoin du gaz algérien. De son côté, Alger ne peut pas se permettre de déclencher une crise avec l'Europe, au risque de s'isoler. Les deux partenaires ont donc intérêt à s'entendre.

*François Pargny*

## LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - OCTOBRE 2015

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.



### INDE

La situation économique et financière continue de s'améliorer avec des perspectives de croissance favorables pour 2015 et 2016 (autour de 7,5 %), soutenues par des réformes structurelles, la chute des prix du pétrole et l'assouplissement de la politique monétaire qui supportent la consommation privée et l'investissement. L'ouverture aux investissements directs étrangers (assurance, défense...) et la hausse des dépenses publiques d'infrastructures ont permis de restaurer la confiance des investisseurs.



### MEXIQUE

L'accélération à venir de la croissance (2,8 % en 2016 contre 2,3 % en 2015) est portée par le dynamisme du marché américain et un peso toujours très compétitif. Le pays continue d'attirer les investisseurs étrangers, le secteur manufacturier captant plus de 50 % des investissements. On ne peut toutefois exclure des reports de certains projets dans le secteur public compte tenu de la baisse des cours du pétrole et des incertitudes liées au resserrement monétaire américain.



### SÉNÉGAL

L'amélioration sensible des notations de risque se traduit par une nette accélération de la croissance (au-delà de 5 % pour 2015 et 2016) soutenue par le lancement de grands projets d'investissements qui profiteront aux secteurs de la construction et du commerce. La mise en place progressive du Plan Sénégal Émergent (PSE – infrastructures et réformes structurelles) devrait renforcer les institutions et la gouvernance et, avec l'appui du FMI, promouvoir l'amélioration de l'environnement des affaires.



### TURQUIE

Le contexte d'incertitudes lié aux tensions politiques et sociales (attentat à Ankara, engagement militaire contre le PKK, élections législatives le 1<sup>er</sup> novembre prochain) continuera à peser négativement sur l'activité en 2016, ainsi que sur la Livre turque, en dépit de la dépréciation déjà observée récemment (- 20 % depuis janvier 2015).



### MALAISIE

La chute des prix du pétrole et le ralentissement chinois affectent l'activité économique. Les efforts de consolidation budgétaire ont touché les ménages (introduction d'une TVA à 6 %, hausse du prix de l'essence, fin de subventions). Par ailleurs, le ringgit reste sous pressions baissières à court terme avec le resserrement de la politique monétaire américaine. Toutefois, le programme de transformation économique (transport/infrastructures) supporte une vision optimiste à moyen-terme.



### BOLIVIE

Le pays connaît des signes de ralentissement de l'activité avec un risque de baisse brutale, de troubles sociaux localisés et un risque croissant de dépréciation de la monnaie (dégradation marquée de la compétitivité depuis deux ans). Ceci milite pour une prudence renforcée sur le volume d'affaires. Par ailleurs, le climat des affaires pâtit toujours d'une certaine insécurité juridique (expropriations et nationalisations toujours possibles).

